INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 7 mars 2022**

* Les marchés européens ont prolongé leur mouvement de baisse, même si leur repli est bien moins prononcé qu'en matinée. Ils ont pris de plein fouet le bond des cours du pétrole, qui ont atteint ce matin jusqu’à 139,13 dollars, soit son niveau le plus élevé depuis juillet 2008. L'indice CAC 40 a clôturé en retrait de 1,31% à 5 892,27 points après être repassé brièvement dans le vert dans l'après-midi. Ce matin, il était tombé à 5 756,38 points. L'EuroStoxx50 a connu les mêmes évolutions et a fini en recul de 0,95% à 3 522,06 points.
* Les Bourses américaines étaient aussi sous pression avec un Dow Jones en repli de 1,55% vers 17h30.
* Les marchés européens se sont repris à la faveur d'une information rapportée par Reuters selon laquelle les ministres des Affaires étrangères russe et ukrainien allaient se rencontrer jeudi en Turquie. Par ailleurs, les négociateurs ukrainiens et russes devaient se rencontrer lundi en Biélorussie pour leur troisième cycle de négociations.
* Si ces informations ont donné un soupçon d'espoir aux investisseurs, de telles négociations se sont souvent révélées du côté russe être des manœuvres dilatoires. Dans le même temps, les combats et les bombardements des villes ukrainiennes se poursuivent.
* La flambée des cours du pétrole et plus largement des coûts de l'énergie a alimenté les craintes d'une poussée inflationniste, fragilisant un peu plus des économies européennes qui pourraient également souffrir des lourdes sanctions imposées à la Russie. Une telle situation de stagflation rendrait délicate la tâche de la Banque centrale européenne.
* Le contrat de gaz de référence en Europe, le Dutch TTF, flambe cet après-midi de 47% à 283,43 euros par mégawatt, révèle le site Marketwatch. Ce prix correspond à 522 dollars le baril équivalent pétrole. Le gaz est dopé par la perspective de sanctions occidentales contre le pétrole russe. Le baril de Brent gagne, lui, 3% à 121,66 dollars. La Russie compte pour 45% des importations européennes de gaz, selon l'Agence internationale de l'énergie. Dans un entretien aux Echos, la directrice d'Engie, Catherine MacGregor a estimé que se passer du gaz russe serait un "scénario extrême".

Les pouvoirs publics seraient obligés d'intervenir pour rationner la demande et calmer les prix, explique la dirigeante.

* La roupie indienne a touché un plus bas historique ce lundi, à 77,14 roupies pour 1 dollar. La devise indienne est sous pression en raison de la nette hausse des cours de l’or noir (+4,4% pour le baril de Brent en fin d’après-midi et +3,2% pour le WTI). L’Inde est en effet particulièrement dépendante de ses importations de pétrole. Une montée des cours, qui évoluent déjà à des niveaux très élevés, ne manquera pas d’impacter la croissance économique du pays et de dégrader les finances du pays.
* En raison de sa dépendance au pétrole et au gaz naturel russes, l'Europe apparaît comme la région la plus exposée aux conséquences de la guerre, écrit aujourd'hui Coface. L'assureur crédit anticipe au moins 1,5 point de pourcentage d'inflation supplémentaire en 2022. Cela éroderait la consommation des ménages et, combiné avec la baisse attendue des investissements des entreprises et des exportations, cela réduirait la croissance du PIB d'environ un demi-point.

Si l'Allemagne, l'Italie ou certains pays d'Europe centrale et orientale sont plus dépendants du gaz naturel russe, l'interdépendance commerciale des pays de la zone euro laisse présager un ralentissement général, prévient Coface.

En outre, l'assureur crédit estime qu'une interruption totale des flux de gaz naturel russe vers l'Europe porterait l'impact sur la croissance du PIB en 2022 à 4 points de pourcentage. Cela amènerait une évolution du PIB proche de zéro, voire en territoire négatif – en fonction de la manière dont serait gérée la destruction de la demande.

* UBS a dégradé son opinion sur les actions mondiales à Neutre en raison de la guerre en Ukraine et des incertitudes qu’elle suscite. Le broker continue de préférer les actions liées à l’énergie et le dollar, qui selon lui, devrait profiter à court terme de son statut de devise refuge. Le bureau d’études adopte une position Neutre sur les actions de la zone euro eu égard à l'incertitude accrue et au potentiel de révisions négatives de la croissance économique et des bénéfices dans la région. UBS continue d'apprécier les actions chinoises par rapport aux autres marchés asiatiques.

Dans son scénario central, les prix des produits de base, en particulier ceux de l'énergie, resteront élevés à court terme, mais baisseront au cours du second semestre de 2022. Dans ce scénario, le bureau d'études s'attend à ce que les sanctions contribuent à l'élimination progressive de la Russie des chaînes d'approvisionnement énergétique mondiales, plutôt que d'entraîner un arrêt immédiat des flux énergétiques.

Dans ce cas, ses prévisions pour le Brent sont les suivantes : 125 dollars/baril pour juin, 115 dollars/baril pour septembre et 105 dollars/baril pour décembre.

Quelques mois de prix élevés pour les matières premières nuiraient probablement à la croissance et aux bénéfices des entreprises, écrit UBS. Mais la banque suisse pense que la croissance des bénéfices restera globalement positive en 2022. Une plus grande stabilité d'ici la fin de l'année réduirait également la prime de risque géopolitique actuellement intégrée aux marchés, et les bénéfices de 2023 ne seraient pas affectés.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, les sociétés liées aux matières premières et l'énergie ont trusté les premières places du marché parisien : Eramet, Neoen, CGG, Vallourec, Rubis...
* En revanche, les valeurs cycliques sont restées la tête dans l'eau : Unibail-Rodamco-Westfield, Mercialys, Faurecia, Stellantis, BNP Paribas...
* Du fait de leur caractère cyclique, les banques sont sous pression à l’instar de l’ensemble du marché. Ce matin, Crédit Agricole a donné le détail de son exposition à la Russie et à l’Ukraine. Son titre perd 4,87% à 9,841 euros, encadré par les actions de ses concurrents, BNP Paribas (-4,31% à 45,16 euros) et Société Générale (-5,82% à 19,54 euros). Cette dernière a le plus souffert depuis le début de la guerre en Ukraine car elle est la plus exposée à la Russie.

Les expositions totales (on-shore et off-shore) de Crédit Agricole SA dans ces deux pays représentent environ 0,6% des engagements commerciaux totaux au 31 décembre 2021, a indiqué la Banque verte. Elle souligne que ces expositions sont " d'un montant total limité et d'une excellente qualité ".

Dans le détail, les engagements commerciaux pour l'Ukraine s'élèvent 1,5 milliard d'euros, soit environ 0,15% des engagements commerciaux de Crédit Agricole SA. Ils sont portés par Crédit Agricole Ukraine en quasi-totalité et financés localement. Les fonds propres de cette filiale s'élèvent à 226 millions d'euros.

Les engagements commerciaux pour la Russie représentent environ 0,45% des engagements commerciaux de Crédit Agricole. Les expositions portées par la filiale CACIB AO atteignent 540 millions d'euros; l'ensemble du portefeuille de crédit est refinancé localement et les fonds propres de la filiale s'élèvent à environ 150 millions d'euros.

Les expositions portées par les autres entités de CACIB, dites offshore, se décomposent entre une part inscrite au bilan et une part hors bilan.

La part offshore inscrite au bilan est de 2,9 milliards d'euros au 31 décembre 2021. " Ce portefeuille est réparti sur une quinzaine de grandes entreprises russes, notamment productrices et exportatrices de matières premières, leaders sur leur marché dans des secteurs économiques clés pour leur pays ", a expliqué Crédit Agricole.

La part offshore inscrite en hors-bilan est d'environ 1,5 milliard d'euros et correspond principalement à l'activité de trade finance à court terme (notamment crédits documentaires et garanties financières) et, dans une moindre mesure, aux facilités de crédit confirmées non utilisées.

* Suivant l'exemple des autres banques françaises, BPCE a précisé son exposition à la Russie et à l'Ukraine. Elle s'élève à un total de 851 millions d'euros, dont 788 millions d'euros pour le premier pays et 63 millions d'euros pour le second. Les expositions nettes bancaires sur la Russie correspondent principalement à des activités de financement, 733 millions d’euros, soit 93 % du total. BPCE souligne " qu'il suit de très près l’évolution de la situation en Russie et en Ukraine, même si son exposition à ces deux pays est très limitée ".

La banque rappelle que son encours bruts de prêts et créances au coût amorti s'élève à 889 milliards d'euros.

Par ailleurs, dans le métier de la gestion d'actifs pour le compte des clients du groupe, l'exposition sur la Russie des différents fonds gérés par les sociétés de gestion de Natixis Investment Managers, correspondant principalement à des investissements dans des obligations émises par l'Etat russe, est de 302 millions d'euros au 28 février 2022, et de 97 millions d'euros sur l'Ukraine.

" Ces expositions, à rapprocher des actifs sous gestion s'élevant à 1 259 milliards d'euros au 31 décembre 2021, sont très peu significatives ", souligne la banque.

* Après Hermès, LVMH et Kering ont annoncé ce week-end la fermeture " temporaire " de leurs magasins exploités en Russie en raison de la guerre en Ukraine. En Bourse, LVMH perd 1,2% et Kering, 2,4%. Le groupe de Bernard Arnault opère 124 points de vente dans tout le pays, "mais ce volume doit être relativisé en regard de la taille du groupe et de ses multiples activités", écrit ce matin Invest Securities. LVMH a précisé qu'il continuerait à soutenir le staff russe pendant cette période par différentes actions, en assurant notamment le maintien des salaires.

Kering est beaucoup moins présent, de même que Hermès même si ce dernier dispose sans doute du magasin le plus emblématique au sein de la galerie du Goum à Moscou, précise le broker.

* Eramet bondit de 13,2%, Neoen de 9%, CGG de 8,9% et Vallourec de 7,2%, soutenus par la perspective d'une hausse persistante des cours des matières premières liée au conflit ukrainien et aux sanctions contre la Russie. Eramet, CGG et Vallourec pourraient profiter d'investissements massifs des pays les plus exposés aux produits de base russes pour développer des sources d'approvisionnements alternatives.

La Russie est le 3ème producteur mondial de pétrole, le 2ème producteur de gaz naturel et figure parmi les 5 premiers producteurs d'acier, de nickel et d'aluminium. Elle est également le 1er exportateur de blé au monde (près de 20 % du commerce mondial).

L'enjeu est d'importance pour Eramet qui extrait notamment du nickel, du manganèse et du lithium.

CGG et Vallourec eux, devraient bénéficier de la flambée de l'or noir qui conduira les majors pétrolières à augmenter leurs capacités existantes et à lancer de nouveaux projets d'exploration/ production.

* Après l’acquisition de Capio en 2018, Ramsay Santé poursuit son développement dans les pays nordiques. Le groupe français de cliniques et d’hôpitaux, au travers de sa filiale suédoise, a annoncé une offre publique en vue de l'acquisition de GHP Specialty Care, un fournisseur de soins de santé spécialisés. Ce dernier flambe de 90% à 34 couronnes suédoises par action sur la place de Stockholm, tandis que Ramsay Santé est stable à 22,30 euros l’action sur la place de Paris.

" Le rapprochement avec GHP Specialty Care va permettre au groupe d'accroître sa présence dans la région et de consolider ses positions en offrant une couverture géographique complémentaire à celle des activités déjà détenues en Suède et au Danemark et va offrir de solides synergie ", a expliqué Pascal Roché, directeur général de Ramsay Santé.

GHP est un prestataire de soins de santé international qui gère 24 cliniques spécialisées dans un certain nombre de domaines de soins incluant l'orthopédie de la colonne vertébrale, la gastro-entérologie, la chirurgie et l'arythmie. Ensemble, Capio et GHP fourniront des services couvrant huit des dix principaux groupes de pathologies en Suède.

Au cours de l'exercice 2021, le chiffre d'affaires de GHP s'est élevé à environ 137 millions d'euros avec un Ebitda d'environ 18 millions d'euros.

A titre de comparaison, Ramsay Santé a réalisé lors de son exercice 2020-2021 (clos fin juin 2021) un chiffre d'affaires de 4,02 milliards d'euros et un excédent brut d'exploitation de 643,8 millions d'euros.

* Uber a relevé ses objectifs du premier trimestre 2022. Le géant américain de la réservation de voiture avec chauffeurs (VTC) et de la livraison de repas à domicile vise désormais un Ebitda ajusté compris entre 130 et 150 millions de dollars, contre entre 100 et 130 millions de dollars jusque-là. Cela dépasse les attentes du consensus Bloomberg (120,4 millions de dollars). Sur un Nasdaq abandonnant 1,92%, Uber limite son repli à 0,91% à 29,55 dollars par action.

En parallèle, le groupe anticipe une amélioration de l'Ebitda ajusté à la fois dans les segments Mobilité et Livraison par rapport au quatrième trimestre 2021.

Uber explique que la demande s'est améliorée de manière significative en février, les trajets et les réservations brutes ayant atteint respectivement 90% et 95% de leur niveau pré-crise.

" Notre activité Mobilité rebondit après Omicron beaucoup plus vite que nous ne l'avions prévu ", s'est réjoui Dara Khosrowshahi, le directeur général d'Uber.

" Que ce soit pour les voyages, les déplacements quotidiens ou les sorties nocturnes, nous constatons une demande saine et croissante dans tous les cas d'utilisation, ce qui souligne à quel point les consommateurs sont impatients de se remettre en mouvement ", a poursuivi le dirigeant.

Avant de conclure : " les réservations brutes dans les aéroports à la fin du mois de février ont augmenté de plus de 50 % en glissement mensuel, et nous nous préparons à ce que la prochaine saison de voyages soit l'une des plus fortes jamais enregistrées. "

**ANALYSES**

* Le choc économique sera rude, et il aura des répercussions durables. Dans toutes les capitales européennes, les conséquences du conflit ukrainien mettent les gouvernements sous pression. Il s'agit de soutenir les secteurs affectés par les sanctions décidées à l'égard de la Russie, et de faire face à l'envolée des prix de l'énergie et des matières premières. Un plan de résilience économique a ainsi été annoncé par Emmanuel Macron en France, dont les modalités font l’objet de concertations. Même chose en Espagne.

Mais tous les Etats membres étant touchés, l'idée fait rapidement son chemin à Bruxelles de coordonner ces réponses qui vont donner lieu à de nouvelles aides d'Etat, potentiellement anticoncurrentielles (la Commission devrait fixer un cadre réglementaire la semaine prochaine). Et surtout de les mutualiser, dans la même logique que le plan de relance européen qui avait été décidé en juillet 2020 pour faire face à la crise du Covid. Avec sur la table des discussions de nouveaux emprunts communs, comme indiqué ce week-end par « Le Monde ».

Certains Etats sont plus exposés que d'autres à cette crise, et tous n'ont pas les mêmes moyens pour y faire face. D'où l'idée d'une réponse solidaire. Cette fois-ci, les pays de l'est de l'Europe seraient les principaux bénéficiaires. Mais l'Italie, très dépendante du gaz russe et dont les banques sont aussi exposées, apparaît à nouveau comme l'un des maillons faibles. L'Allemagne (dont les taux à 10 ans sont redevenus négatifs) a de son côté marqué les esprits avec l’annonce d’un fonds d’investissement de 100 milliards d’euros pour renforcer ses moyens militaires.

Au-delà de l'appui de la BCE, l'emploi de l'arme budgétaire est donc à nouveau envisagé à Bruxelles. « Il serait pertinent d'agir sur trois niveaux, soutient l'eurodéputé Pascal Canfin. D'abord en actant la prolongation d'au moins un an de l'état d'urgence budgétaire. Ensuite en prévoyant des soutiens européens en lien direct avec le conflit, comme pour les dépenses d'accueil des réfugiés. Enfin en recréant un véhicule commun pour financer les investissements supplémentaires nécessaires. »

Le nouveau gel d'un an (en 2023) des règles du Pacte de stabilité budgétaire est envisagé par Bruxelles. Il donnerait plus de latitude aux Etats mettant en place des mécanismes coûteux de compensation de la flambée des tarifs de l'énergie.

La perspective de nouvelles dettes communes est plus ambitieuse. « Nous ne sommes qu'au début du débat, mais un consensus politique devrait émerger sur la nécessité de dégager des moyens communs supplémentaires dans trois domaines : l'énergie, la défense et l'alimentaire », souligne aux « Echos » le secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, qui prône un plan européen « d'autonomie et de résilience ».

Emmanuel Macron est à la manœuvre depuis plusieurs jours, avec la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. Bruxelles doit faire de premières propositions techniques avant le sommet informel de Versailles, jeudi et vendredi.

Beaucoup de questions se posent. Faut-il un deuxième plan, avec un nouveau fonds mutualisé, ou peut-on agir dans le cadre du plan Next Generation (en réorientant des fonds, en allongeant sa maturité au-delà de 2026, en prévoyant déjà de le refinancer ou en augmentant son enveloppe) ? « La volonté de prendre des décisions politiques à Versailles est là », juge Pascal Canfin, qui se dit « ouvert sur la question des outils, même s'il paraît plus lisible de créer un nouveau véhicule de financement. L'important est d'aller vite ».

Le plan de relance de 750 milliards d'euros, qui comprend un volet de subventions de 390 milliards, a vocation à être dépensé sur 2021-2023, et doit commencer à être remboursé à compter de 2026 grâce à de nouvelles ressources propres (taxe carbone aux frontières, etc.). Il y a un an, Emmanuel Macron avait évoqué la nécessité de le « compléter » (au regard notamment du plan Biden). Paris avait ensuite mis cette revendication en sourdine, reconnaissant qu'il fallait d'abord que les Etats fassent leurs preuves pour convaincre les pays dits « frugaux ».

La crise ukrainienne change la donne. « On ne peut pas attendre d'évaluer les plans nationaux et de mettre en place les ressources propres », souligne un proche des discussions. Les pays nordiques et de l'est de l'Europe, peu enclins à de nouveaux emprunts, se retrouvent en première ligne de la crise ukrainienne et devraient donc être plus conciliants. Paris mise aussi sur une plus grande ouverture des Pays-Bas - le Premier ministre Mark Rutte doit rencontrer Emmanuel Macron ce mercredi à Paris. Reste la position de la coalition allemande, pas encore clairement affirmée.

Si aucun montant précis n'est avancé pour l'instant, il n'est pas question d'être sur la même ampleur qu'en 2020. Certaines sources évoquent un ordre de grandeur d'une centaine de milliards d'euros. Mais tout dépendra des projets d'investissements envisagés.

**L’AGENDA DU 8 mars 2022**

**8h00 en Allemagne**  
Production industrielle en janvier  
  
**11h00 en zone euro**  
PIB au quatrième trimestre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Balance commerciale en janvier  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Stocks des grossistes